

« L'Europe doit éradiquer la pauvreté infantile »

PARTI Paul Magnette a été désigné officiellement à la tête de la liste PS à l'Europe

► Il porte un programme européen en trois axes : environnement, fiscalité, social.

► Des priorités qui ne sont pas sans implications sur le plan national.

Ce dimanche, Paul Magnette a officiellement été adoubé comme chef de file de la liste socialiste aux élections européennes. Et cela même s'il n'entend pas siéger au Parlement européen. Trahison ? Le Carolo, Européen convaincu, entend démontrer le contraire. Au travers d'une vision continentale qui allie équité fiscale, transition écologique et lutte contre la pauvreté. « Il y a différentes façons de faire campagne », dit-il. Lui a choisi la sienne : « pour porter un projet ». Et jouer un rôle dans les débats qui vont agiter la sphère européenne d'ici au 26 mai mais aussi au 2 juillet, date d'installation du nouveau Parlement européen.

Tête de liste à l'Europe alors que vous ne siégerez pas, n'est-ce pas desservir le projet européen porté par le PS ?

Non, sinon je n'aurais pas fait ce choix. Je le fais vraiment pour porter les enjeux européens dans cette campagne. Aujourd'hui, l'Europe et la région sont beaucoup plus importants que le fédéral. Par ailleurs, j'ai été clair sur mes intentions alors que j'aurais pu ne pas l'être.

Et quel projet allez-vous porter ?
On sous-estime l'ampleur de la désaffection de l'Europe de la part des citoyens, même dans

un pays fondateur comme le nôtre. On rejette les politiques de l'Union européenne, à raison. Et du coup, on rejette aussi l'Union européenne. Or aujourd'hui, seule l'Europe a la capacité de lutter contre le réchauffement climatique, d'aider l'Afrique dont la population va doubler en une génération, de mettre de l'ordre dans les paradis fiscaux. L'Europe est la seule entité de pouvoir qui a la capacité d'agir en profondeur. Mais on doit changer radicalement le contenu des politiques européennes.

Sur quoi le PS va-t-il dès lors mettre l'accent pour les cinq années à venir ?

La transition climatique est une priorité majeure. Pour toute la nouvelle génération d'élus socialistes, la nécessité de cette transition est devenue une évidence. A force d'un travail interne mené dans le cadre du Chantier des idées, on a pu expliquer que réussir la transition climatique, c'est prolonger le combat que l'on mène depuis un siècle : c'est, pour tout le monde, un logement bien isolé, une alimentation de qualité avec les implications que cela a en termes de santé et des transports publics de qualité, un accès à l'air pur et à l'environnement. C'est ce qui permet à chacun de mener une vie digne. Et c'est un formidable levier pour changer fondamentalement les modes de production et de consommation. Vous avez entendu parler du plan Finances-Climat. Si on mobilise au profit d'une banque européenne du climat les 2.500 milliards que la Banque Centrale Européenne injecte dans les banques, on disposera d'un effet levier important pour aller chercher encore plus de moyens pour financer la transition cli-

matique. Et si l'on couple ça avec des prêts à 0 % ou à intérêt négatif, on a alors entre 1.000 et 2.000 milliards d'euros de plus que l'on peut investir en une législature dans l'isolation des logements et des bâtiments publics, dans les transports publics dont les grands réseaux de transport ferroviaire, dans l'énergie renouvelable, dans une transition radicale de l'agriculture et de l'alimentation. A côté de cela, si ce n'est pas suffisant, nous avons des propositions pour lever des moyens : une taxe européenne sur la fortune qui peut lutter contre l'évasion fiscale et rapporter environ 150 milliards par an. Cela n'est pas une petite somme, sachant que le budget de l'Union européenne, c'est 1.000 milliards sur sept ans.

« On doit changer radicalement le contenu des politiques européennes »

Taxer la fortune, est-ce envisageable ?

Si la France rétablit l'Impôt sur la fortune (ISF) et que d'autres pays suivent, on peut y arriver. En matière de lutte contre la fraude fiscale, il y a encore 1.000 milliards qui échappent tous les ans à l'impôt mais on progresse. La semaine dernière, le Parlement européen a élargi la liste des paradis fiscaux à l'égard desquels on prend des sanctions. La politique européenne fonctionne à la convic-

tion et au rapport de forces. Quand il y a de larges mouvements au sein de la société civile (OGM, Ceta, etc.) et quelqu'un qui prend le leadership du combat pour aller dire « on n'en veut pas », il est possible d'arrêter ce train fou libéral et d'enclencher des politiques vertueuses dans ces domaines.

Et sur le plan social, qu'est-ce que le PS compte mettre en avant ?

A une trentaine d'intellectuels de gauche, nous avons élaboré un plan qui envisage notamment la lutte contre la pauvreté et en particulier celle des enfants. Il y a 80 millions de pauvres en Europe, dont 20 millions d'enfants, sur un continent de 500 millions d'habitants qui est le plus riche du monde. C'est la manière la plus efficace de lutter contre la pauvreté car, quand un enfant accède à l'âge adulte sans avoir eu l'expérience de la pauvreté, le risque qu'il y tombe est très faible. Donnons-nous pour objectif d'éradiquer en quinze ans la pauvreté infantile au sein de l'Union européenne. Cela veut dire concrètement garantir un toit, une école ou une crèche, une alimentation saine et l'accès aux soins de santé pour tous les enfants. L'enfant qui a ça a toutes les chances ensuite de réussir dans la vie. Si on ne refait pas de l'Union un mécanisme qui protège et qui rassemble, il n'y aura plus personne pour défendre l'Union européenne. Or, c'est le plus beau projet politique du XX^e et du XXI^e siècle. Et c'est dramatique de l'avoir gâché comme on l'a fait ces trente dernières années. ■

Propos recueillis par
PASCAL LORENT

ANALYSE

Magnette, le sirop, l'huile et l'eau

Paul Magnette s'exprime rarement hors de propos. Ses sorties sont calculées, comme leur contenu et les effets qu'elles doivent produire. La dernière en date ne déroge pas à la règle.

Mieux ! Tout y semble limpide. Il y a d'abord un plaidoyer pour l'Europe, discours qui ne surprend pas chez cet Européen convaincu. Non à coup de slogans électoralistes (même si on s'interroge sur la faisabilité politique de certaines propositions) mais dans le cadre d'une vision systémique de la politique continentale. Bref, Paul Magnette ne siégera pas au Parlement européen mais d'ici au 2 juillet prochain, il va beaucoup s'activer sur ce terrain. Ensuite, il cédera le relais à Marc Tarabella, son suppléant, qui devrait officier aux côtés de Marie Arena et Hassan Bousetta, respectivement 2^e et 3^e sur la liste socialiste à l'Europe.

Mais le plaidoyer de Magnette pour une autre Europe, articulé autour de trois axes (climat, social, fiscal) offre une autre lecture, tout aussi cristalline. Celle des « convergences de fond » avec la famille écologiste. A l'entendre, la compatibilité serait la même qu'entre l'eau et le sirop (de grenadine ou de menthe, selon le point de vue où l'on se situe). Dans l'hypothèse où les verts joueraient le rôle d'arbitre dans la formation des prochaines coalitions, ce discours n'est pas dénué d'arrière-pensées. Tout à l'opposé des coups décochés aux verts par MR et CDH.

L'autre enseignement tiré de cet entretien, c'est l'incompatibilité manifeste des options prises par le PS et la N-VA. L'eau et l'huile. Magnette juge « inconcevable » d'aller au gouvernement avec les nationalistes flamands. Voilà qui est clair. Comme de l'eau de roche.

P.LT